



Commune
de
Maussane les Alpilles

DÉCISION 2022/017

AR Prefecture

013-211300587-20220228-DEC2022017-AR
Reçu le 01/03/2022
Publié le 01/03/2022

ACHAT DES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE POUR LES SERVICES TECHNIQUES

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAUSSANE LES ALPILLES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Vu la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil municipal en sa séance du 4 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, notamment l'alinéa 4 ;

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant Code de la Commande publique.

Considérant les 2 consultations (mise en concurrence sur plateforme dématérialisée et sourcing à la clé) sans succès pour l'achat d'équipements de protection individuelle courant 2021, d'où la possibilité de passer un marché négocié sans mise en concurrence.

Considérant l'offre obtenue de gré à gré auprès de la société WURTH en vue d'équiper la totalité des agents techniques municipaux pour une année civile.

DÉCIDE

En exécution des pouvoirs délégués susvisés,

Article 1er : l'achat des équipements de protection individuelle pour 2022 au profit des agents services techniques, est validé auprès du fournisseur WURTH - agence de Vitrolles - Rue Charles- François DUMOURIEZ DU PERIER, 13127 VITROLLES, pour un montant arrêté à DEUX MILLE SEPT CENT VINGT DEUX EUORS ET TREIZE CENTIMES HORS TAXES (montant remisé obtenu par le Responsable des ST sur la base d'un prix initial de 3 202.50€ HT) .

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

Article 3 : La présente décision sera inscrite au registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à Monsieur le Receveur Municipal.

Délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat

Article 4 : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le : - 1 MARS 2022

AR Prefecture

013-211300587-20220228-DEC2022017-AR

Publié le 01/03/2022

Fait à Maussane les Alpilles, le 28 février 2022

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ

